

SECTEUR PUBLIC 100 entreprises à privatiser avant fin mars prochain

Sur un nombre de 1 200 entreprises publiques proposées à la privatisation, près d'une centaine le seront avant la fin du premier trimestre de l'année en cours, a-t-on appris de source syndicale. Le premier lot d'entreprises touchées par ce processus sont celles qui relèvent du secteur du bâtiment et matériaux de construction. Selon notre source, il s'agit notamment des entreprises dites de matériaux rouges, les briqueteries en l'occurrence ou encore certaines entreprises locales spécialisées dans le domaine. Ce chiffre de centaines d'entreprises a conforté des cadres syndicaux de l'UGTA qui soutiennent l'idée selon laquelle "les pouvoirs publics ne pourront jamais réussir la privatisation de toutes les entreprises publiques économiques en un temps record." Pour rappel, des ministres du gouvernement Ouyahia n'ont raté aucune occasion, lors de leurs différentes sorties publiques pour déclarer que "toutes les entreprises publiques seront privatisées en un temps record." Mieux, on avance même la date butoir du 31 décembre 2005 pour finaliser cette opération. Un point de vue que ne partage nullement, le secrétaire général de l'UGTA, qui avait déclaré récemment, qu'il est impossible que le gouvernement réussisse la privatisation totale de toutes les entreprises publiques.

Une idée que partageant "globalement et dans le détail" des experts de la question économique, qui considèrent, quant à eux, que "le plus important pour un gouvernement lorsqu'il bascule d'un système économique à un autre, est de mettre en place des instruments juridiques d'accompagnement qui régiront la nouvelle donne socio-économique." Un thème développé à l'occasion du séminaire sur la mondialisation et la privatisation, organisé par le département de la formation syndicale de l'UGTA qui s'est tenu durant deux jours au Centre des loisirs et de la jeunesse de Zéralda.

Ceci étant, on apprend de la même source, que Abdelmadjid Sidi Saïd s'est entretenu au cours de cette semaine avec le ministre délégué à la Participation. Les deux hommes, ajoute notre source, ont évoqué cette privatisation du premier lot d'entreprises, mais sans pourtant que le patron de la Centrale syndicale donne son accord.

En effet, le premier responsable de la Centrale syndicale ne compte trancher sur cette question qu'au lendemain de la réunion des secrétaires généraux des fédérations et des wilayas qui se tiendra le 2 février prochain et sera suivie quelques jours après par la réunion des membres de la Commission exécutive nationale (CEN), instance suprême entre deux congrès. Il est clair qu'entre les deux réunions, on indique de plus en plus la tenue de la tripartite, dont une délégation du Forum des chefs d'entreprises (FCE) participera pour la première fois.

Abder Bettache

Veut-on déstabiliser la douane ?

L'institution douanière au centre d'une campagne de déstabilisation. Vrai ou faux ? Ce qui est certain, est que depuis au moins quatre jours, la rumeur a fait état du limogeage de cinq directeurs centraux. C'est au directeur général des douanes, M. Sid-Ali Lebib, à qui incombe cette mesure. Il aurait lui-même notifié cette mesure aux personnes concernées, en les informant "de leur fin de mission à la tête des directions centrales concernées".

Mieux encore, on indique également que depuis que cette décision est prise, les postes de responsabilité jusque-là occupés par les cinq cadres sont restés vacants, "provoquant ainsi un vide important dans la gestion des affaires courantes de l'institution". La rumeur a fait le tour des milieux avertis y compris au sein de l'institution des douanes. Selon d'autres informations, cette mesure de limogeage fait suite à celle qui a touché le directeur central des ressources humaines, il y a de cela quelques jours sur décision de la présidence de la République. Et pourtant, lors de son passage au forum de l'ENTV le 8 janvier dernier, tous les directeurs centraux de la direction générale des douanes ont été conviés par M. Sid-Ali Lebib "à honorer de leur présence cette rencontre avec la presse". Mieux, ce même premier responsable des douanes algé-

riennes a rendu un vibrant hommage à ses subordonnés, "en les qualifiant de véritables chevilles ouvrières de l'institution au même titre que les agents des douanes exerçant aux postes frontaliers de Deb Deb, de Maghnia et à Tayebi-Larbi à Tébessa". Avant même son passage au forum de l'ENTV, Sid-Ali Lebib avait réuni les 17 directeurs centraux de la direction générale des douanes (DGD), "pour une réunion de travail portant sur le programme arrêté pour l'année 2005". Une réunion de la même importance a eu lieu avant-hier et présidée par le premier responsable de l'institution. Dès lors, la rumeur est distillée, provoquant des interrogations au sein même du corps des douanes. Une question se pose : s'agit-il d'une simple rumeur délibérément propagée dans le but de porter atteinte à l'institution, voire affaiblir l'actuelle direction générale ? Le secrétaire général du Syndicat national des douanes répond par l'affirmative. En effet, Ahmed Badaoui que nous avons contacté à ce sujet a usé du qualificatif "intox", pour démentir cette rumeur. "C'est faux ! Je viens de prendre attache avec le directeur général, qui a démenti cette information", rétorque l'homme fort du Syndicat national des douanes que nous avons contacté hier en début de fin d'après-midi. Selon lui : "Les gens qui

sont derrière ces affabulations ne visent qu'un seul objectif : affaiblir la direction générale et par voie de conséquence remettre en cause le programme tracé par le directeur général des douanes qui s'inspire du programme du président de la République". Même son de cloche chez le directeur de l'information de la direction générale des douanes. M. Moulah que nous avons contacté affirme "que c'est une information dénuée de tout fondement. Il n'y a rien de tout cela". A ce propos, il y a lieu de noter que ce responsable rattaché directement au directeur général des douanes nous a confirmé "qu'une réunion classique ayant réuni le directeur général et les cadres centraux de la DGD s'est tenue avant-hier et avait pour ordre du jour de débattre des questions ordinaires liées à la gestion de l'institution". Autres questions : Si cette information est infondée, que cherchent-ils à nous en dire ? Veut-on véritablement déstabiliser l'institution ? Si-Ali Lebib a-t-il touché à des intérêts à l'occasion de son dernier passage devant les journalistes ? Ce qui est certain c'est que lors de cette rencontre, le directeur général des douanes a reconnu que l'institution qu'il dirige subit des pressions pour la dissuader d'assainir ses rangs.

Abder Bettache

UGTA/POLEMIQUE AUTOUR DES PRIVATISATIONS

L'Union de wilaya de Tizi-Ouzou désavoue et critique la centrale

La position adoptée par la Centrale syndicale UGTA quant à la conduite des réformes économiques et de la privatisation des entreprises publiques par les pouvoirs publics n'a pas l'air de plaire et d'agréer les cadres syndicaux de l'union de wilaya-UGTA de Tizi-Ouzou.

S. Ait-Mebarek - Tizi-Ouzou (Le Soir) - Et ils ne se sont pas privés de le dire et de le proclamer dans une déclaration rendue publique suite à leur réunion de dimanche, 16 janvier consacrée aux préoccupations économiques de l'heure sur les plans local et national, selon les termes de la déclaration où il est fait part du constat établi "quant aux décisions prises, parfois, à l'insu des travailleurs, concernant les privatisations". Les cadres syndicaux de l'Union de wilaya UGTA de Tizi-Ouzou qui ont fait état de "leurs préoccupations quant à la démarche des pouvoirs publics et de la Centrale syndicale quant à la conduite des réformes économiques en cours", interpellent cette dernière "pour sa duplicité dans la prise en charge du dossier des privatisations". Ce que M. Ramdani et ses camarades de l'Union de wilaya qui ont

toujours fait cause commune avec M. Sidi Saïd, dans la conduite de nombreux dossiers, déplorent chez ce dernier et à la Centrale syndicale c'est la mollesse de leur position dans la conduite des négociations. D'où l'interpellation de la Centrale syndicale pour "assumer son caractère revendicatif, et rejetant dans le fond et dans la forme une démarche empreinte d'opacité". Les syndicalistes UGTA de Tizi-Ouzou, qui ne cachent pas leur aversion et leur rejet du "néolibéralisme" appellent leur tutelle syndicale à un sursaut d'orgueil, lui suggérant "de dresser un rempart contre les décisions prises par les pouvoirs publics de façon unilatérale, auprès des institutions internationales". Les syndicalistes UGTA de Tizi-Ouzou qui souhaitent l'ouverture d'un débat sur le devenir du mouvement syndical dans le cadre des nouvelles réformes économiques déplorent "le laxisme et la léthargie des fédérations dans leur fuite en avant devant l'interpellation des travailleurs pour la prise en charge effectuée des leurs revendications socioprofessionnelles". L'interpellation s'adresse également aux pouvoirs publics pour "faire preuve de transparence dans toutes les décisions et négociations avec les institutions internationales".

La révision et l'instauration des lois sociales protégeant les droits des travailleurs dans le nouveau contexte économique, la solidification de l'ancrage des libertés syndicales et démocratiques et l'arrêt de la privatisation outrancière des entreprises et établissements publics, constituent l'essentiel du catalogue de revendications et de reproches adressés aux pouvoirs publics par les syndicalistes de Tizi-Ouzou. Reste à savoir, seulement, si M. Ramdani, le secrétaire général de l'union de wilaya UGTA de Tizi-Ouzou qui est, dit-on, un proche et collaborateur écouté de Madjid Sidi Saïd de même que ses autres camarades syndicalistes de Tizi-Ouzou, ne sont pas, division du travail oblige, en train de jouer leur rôle dans une démarche concertée d'autocritique et suggérée par la tutelle syndicale qui veut garder deux fers au feu : en sortir avec pertes et profits à un moment où les réformes économiques libérales et les privatisations sont inéluctables. Autrement dit, garder la confiance des travailleurs et éviter de heurter les options économiques de Bouteflika dont l'UGTA a été l'un des chauds supporters lors des présidentielles du 8 avril passé.

S. A. M.

LA FEDERATION DU BTPH EXIGE L'ARRET DES PRIVATISATIONS

Des actions musclées en perspective

Le secteur du bâtiment est en ébullition. La Fédération nationale du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH) est montée au créneau exigeant le gel de la liquidation des entreprises publiques. Son secrétaire général promet des actions musclées si les pouvoirs publics ne prennent pas "rapidement" en charge les huit points énoncés dans un communiqué final sanctionnant une assemblée générale extraordinaire. Sans ambages, il accuse les pouvoirs publics d'être à l'origine de la faillite du secteur et appelle à la tenue d'une conférence nationale pour la mise en œuvre d'une politique de sauvetage.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Durant cette réunion les travailleurs ont laissé éclater leur colère et fait part de leur détermination à bloquer le processus mis en branle par le gouvernement. Ils réclament la suspension immédiate et sans conditions de la liquidation des entreprises, des privatisations et des "restructurations anarchiques". Autres revendications exprimées, le choix judicieux des responsables, la mise en place de plans de charge compatibles avec les capacités réelles des entreprises et le paiement des créances détenues auprès de l'Etat. La fédération demande également que soit mis fin à la "ségrégation" dans la fixation du prix de référence du mètre carré appliqué aux entreprises publiques et privées. Le secrétariat national de l'Union générale des travailleurs algériens a été instruit de prendre en charge ce dossier afin que soit mis fin à "l'hémorragie" qui

frappe de plein fouet le secteur. A l'issue de l'AG qui s'est tenue au sein de la Centrale syndicale, les employés des différentes entreprises qui encourent une imminente fermeture ont fait savoir qu'ils comptaient rester mobilisés afin de défendre leurs intérêts. Leur cible première, la société de gestion des participations INDJAB, qu'ils accusent de précipiter la banqueroute des entreprises publiques.

"Cette SGP a adopté une stratégie de fuite en avant et s'ingénie à détruire ce qui reste des entreprises du bâtiment plutôt que de les encourager à concrétiser le projet de construction des 200 000 logements par an", considère la fédération du BTPH qui s'étonne de l'incohérence des pouvoirs publics. Si en 1982, ils avaient en effet décidé d'une restructuration en filialisant les grandes entreprises sous prétexte de ne pouvoir assurer une gestion efficace, ils

prônent aujourd'hui un retour à l'ancien schéma abandonné. S'exprimant au nom de la fédération du BTPH, son secrétaire général, M. Bekhouche, a expliqué qu'en dépit du lourd tribut payé par le secteur "les pouvoirs publics continuent leur démarche dévastatrice" avant d'ajouter que la SGP se comportait comme un propriétaire "privé", pensant pouvoir disposer du sort des travailleurs. Face à une salle surchauffée, il lancera aux responsables de ces sociétés de gestion des participations un ultimatum : elles disposent d'un délai d'une semaine pour geler leurs décisions, faute de quoi les 226 000 travailleurs affiliés à la fédération entameront des actions de contestation spectaculaires. Sur le même ton, d'autres membres de la fédération ont expliqué que le fait de vouloir se débarrasser du secteur du bâtiment n'était pas "innocent", ils sont persuadés que c'est le matériel et les assiettes foncières des entreprises publiques qui sont convoités.

L'exemple du naufrage de la DNC est à ce titre éloquent. Un représentant de ce géant, aujourd'hui réduit à néant, a retracé les différentes étapes qui ont mené tout droit au krash. C'est en 98 que la filialisation a commencé avec son lot de déboires. Depuis, les pouvoirs publics exigent de BATOS, fruit de la restructu-

ration, qu'elle accepte des plans de charges suicidaires. C'est à perte qu'étaient construits des logements. Pas moins de 41 milliards de centimes ont été ainsi perdus face à la totale indifférence des pouvoirs publics, pourtant saisis par les responsables de BATOS. Résultat de cette situation anachronique, le non-paiement des salaires pendant plus de trois mois. Pire encore, l'entreprise peine à récupérer les 56 milliards de centimes détenus auprès de la wilaya d'Alger, des différentes OPGI, de la Protection civile et de plusieurs autres institutions.

La liste des embûches est longue : les travailleurs s'interrogent sur les raisons qui poussent les pouvoirs publics à fixer le mètre carré à 25 000 DA pour les entreprises relevant du secteur privé au moment où celles du secteur public sont sommées d'effectuer les mêmes travaux à moitié prix et que le coffrage importé par BATOS est bradé au kilo au profit de certaines entreprises privées. C'est pour exiger la fin d'une situation jugée inacceptable que les travailleurs se sont donné rendez-vous après les fêtes de l'Aïd afin de déterminer ensemble les actions à mener : ils promettent une démonstration de force spectaculaire.

N. I.